AMNISTIE INTERNATIONALE

RAPPORT D'IMPACT 2023

LES DROITS HUMAINS EN ACTION

© Omar Sfayhi

MOT DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE ET DE LA PRÉSIDENTE

En 2023, Amnistie internationale Canada francophone (AICF) a mené des combats importants et relevé de nombreux défis sur plusieurs fronts.

Cette année encore, les droits des peuples autochtones ont été au cœur de nos actions.

Nous avons travaillé étroitement avec le bureau régional des Amériques et la section anglophone d'Amnistie internationale Canada, afin d'appuyer les défenseur·e·s de la terre de la Nation des Wet'suwet'en qui subissent une campagne de violence, de harcèlement, de discrimination et d'accaparement de terres depuis des années en raison de leur opposition pacifique à la construction du gazoduc de Coastal GasLink (CGL). Nous avons activement participé à une recherche sur le terrain afin de documenter les nombreuses violations des droits humains dont ils et elles font l'objet.

En décembre, nous avons fait le lancement officiel à Vancouver de notre rapport intitulé *Chassé·e·s de nos terres pour les avoir défendues. Criminalisation, intimidation et harcèlement des défenseur·e·s du droit à la terre Wet'suwet'en*.

Toujours de concert avec la section anglophone d'AI Canada, nous avons activement contribué au processus du 4e cycle de l'Examen périodique universel (EPU) devant le Conseil de droits de l'homme des Nations unies. Nous avons soumis notre propre rapport sur la situation des droits humains au Canada, et mené des activités de plaidoyer tant auprès du Canada que des missions étrangères. Nous étions à Genève lorsque le Canada a présenté son bilan le 10 novembre 2023, accompagnés de représentant·e·s de la Nation Innue de Pessamit au Québec, et des Wet'suwet'en de la Colombie-Britannique, ainsi que du Secrétariat du recours collectif noir, pour l'élimination du racisme dans la fonction publique fédérale.

Les droits des personnes migrantes constituent une autre de nos grandes priorités. Nous avons mené un plaidoyer constant pour la régularisation des personnes sans statut ou à statut précaire, nous nous sommes mobilisé·e·s contre l'élargissement de l'Entente sur les tiers pays sûrs (ETPS) à toute la frontière entre les États-Unis et le Canada, et contre la fermeture du point de passage du chemin Roxham. Nous avons interpelé tant le gouvernement du Québec que du Canada sur leurs obligations internationales en matière d'accueil et de respect des droits des personnes demandeuses d'asile, et nous avons fait entendre notre voix pendant les consultations portant sur *La planification de l'immigration au Québec pour la période 2024-2027*, en déposant un mémoire et en comparaissant devant la Commission des relations avec les citoyens à l'Assemblée nationale.

Nous avons demandé avec succès à toutes les provinces, dont le Québec, de cesser de collaborer avec le gouvernement fédéral en acceptant d'incarcérer dans leurs prisons des personnes migrantes pour des raisons administratives, ce qui est en bri avec le droit international.

Avec le Comité accès garderie dont nous sommes partie prenante, nous avons emporté une importante victoire en Cour supérieure du Québec, après six années de combat, pour l'accès des familles en demande d'asile aux services de garde subventionnés.

Enfin, nous avons amorcé une recherche sur les droits des travailleuses et travailleurs étrangers au Québec et en Ontario, dont les constats et recommandations seront publiés à l'automne 2024.

Nous avons réussi à assurer une présence marquée dans les médias traditionnels et sur les réseaux sociaux, ainsi qu'à maintenir un certain niveau de revenus mais non sans difficulté. De fait, face à nous les adversaires sont organisés et bien financés. Leurs discours sont entendus.

Voilà un de nos principaux défis pour les prochaines années : l'accroissement et la diversification de nos revenus, tout en restant fidèles à nos valeurs et nos principes.

Si, cette année encore, nous avons accompli ensemble de grandes choses et remporté des victoires, il n'en reste pas moins que notre combat, aussi juste soit-il, est de plus en plus difficile.

Cela nous oblige à nous remettre en question. Nous devons changer nos façons de faire, nos approches. Le membership d'Amnistie doit croître, doit se diversifier, doit se développer géographiquement d'un océan à l'autre, et rejoindre les jeunes générations. Nous ne sommes pas assez nombreux et nombreuses, pas assez inclusifs et représentatifs des combats que nous menons, de ceux et celles dont les droits sont aujourd'hui, maintenant et ici, bafoués. Il s'agit d'un réel défi, qui devra être relevé par l'ensemble des membres.

C'est pourquoi, le conseil d'administration d'AICF a entrepris depuis 2021 un travail en profondeur visant la rédaction d'une politique Inclusion, diversité, équité, antiracisme et anti-oppression (IDÉAA), qui sera suivie d'un plan d'action. Le comité IDÉAA du CA a travaillé avec assiduité sur cette politique qui devrait être finalisée cette année.

Le travail de révision de règlements mené depuis 2022 par le CA s'inscrit aussi dans cette volonté de se doter des bons outils et des meilleures pratiques afin d'assurer la croissance de notre écosystème et de nos revenus.

Nous avons aussi procédé à une révision en profondeur de notre système comptable et administratif, avec l'appui de ressources externes compétentes, qui nous a mené à revoir l'organisation du travail, nos façons de faire et nos outils. Cela sous la gouverne conjointe de notre trésorière et de la direction. Nous ne sommes pas peu fiers de cette réalisation qui a grandement amélioré notre efficacité financière.

Alors que 2022 se terminait avec le soulèvement du mouvement Femme, Vie, Liberté en Iran, 2023 s'est terminée avec la remise du Prix Nobel de la Paix à la défenseure des droits, Narges Mohammadi, prisonnière d'opinion, symbole de l'oppression sans merci du régime iranien. Il nous faut continuer à appuyer la population iranienne, qui n'a pas baissé les bras, dans son combat pour la liberté.

Mais c'est surtout dans l'horreur que 2023 s'est terminée avec l'embrasement terrible du conflit entre Israël et le Hamas, tandis que la guerre menée par la Russie en Ukraine continue de faire rage, et que nombre d'autres conflits se déroulent loin des caméras. Des crimes de guerre et contre l'humanité sont perpétrés, sont en cours.

Pourtant, partout, des voix courageuses se lèvent envers et contre tout. Ces voix sont celles de personnes qui risquent leur liberté et leur vie. Ce sont les voix de Narges Mohammadi et d'Alexeï Navalny. Ce qui fait la force d'Amnistie, ce sont ses membres militant·e·s qui amplifient et font entendre les voix de ces personnes, qui font écho à leur combat.

De tout cela notre rapport d'impact 2023 témoigne. Des victoires et des luttes qu'il nous faut continuer à mener. Il y a de quoi être fiers, même si les vents adverses sont de plus en plus forts. Élevons la voix toujours plus haut, avec conviction et courage !

Odélie Joly,
Présidente du Conseil d'administration

France-Isabelle Langlois,
Directrice générale

LA SECTION EN BREF

Amnistie internationale compte sur la générosité de près de 13 000 donateurs et donatrices et le soutien de plus de 70 000 sympathisant·e·s !

MÉDIAS SOCIAUX

7 568 abonné·e·s

34 833 abonné·e·s

8 002 abonné·e·s

3 385 abonné·e·s

GROUPES MILITANTS

18 groupes locaux et universitaires

285 groupes jeunesse

MOBILISATION

Vous avez été

49 199

à signer nos pétitions et à vous mobiliser pour nos actions en ligne.

MÉDIAS

277 mentions, articles et reportages dans les médias

65 entrevues

4 lettres ouvertes

CONSEIL D'ADMINISTRATION

(De gauche à droite) : Sophie Rondeau, Hajar Jerroumi, Catherine Gaudreau, Fouzia Bazid, Narjes Guetat (représentante des employé·e·s jusqu'en mai 2023), Odélie Joly (présidente), Marie-France Cloutier (trésorière), Gabriel·le Crovasce (secrétaire) et Benoît Tiffou.

Également membres du conseil d'administration, mais ne figurant pas sur la photo : François Lavigne-Mascotte (vice-président), Justine Blais (représentante des groupes locaux), Chloé Nahas, Jana Abdul Rahna (représentante des jeunes) et Adenikè Adegbidi (représentante des employé·e·s à compter de mai 2023).

© Caroline Hayeur

NOS ÉVÉNEMENTS

DÉFI SPORTIF
COURIR POUR CHANGER LE MONDE

Pour la 8e année consécutive, Amnistie internationale a organisé un défi sportif invitant les participant·e·s à courir ou marcher pour changer le monde.

Cette année encore, l'événement s'est déroulé à la fois en mode virtuel et présentiel lors d'un événement au parc Jean-Drapeau le samedi 22 avril 2023. 25 personnes et des élèves volontaires de l'école d'Armand-Corbeil ont couru pour Amnistie internationale, ce qui a permis de récolter 20 000 $ pour nos campagnes de protection des droits humains les plus urgentes. Merci à tous et toutes les participant·e·s ayant pris part au défi !

© Caroline Hayeur

MARATHON D'ÉCRITURE
ÉCRIRE, ÇA LIBÈRE

Dans le cadre de la campagne *Écrire, ça libère* 2023, de nombreux marathons d'écriture ont été organisés à travers le Canada, dont notre grand Marathon d'écriture à Montréal. Ces rassemblements ont été de chaleureux moments de mobilisation !

- **11 427** messages écrits, dont **2 760** lettres lors du Marathon du 9 décembre à la Maison du développement durable.
- **126** marathons organisés par nos groupes locaux et scolaires.

Bravo et merci d'avoir répondu présent·e·s !

© Caroline Hayeur

CONGRÈS DES JEUNES

© Jana Abdul

Avec le droit de manifester comme thème cette année, le Congrès des jeunes s'est déroulé le 18 novembre 2023 au Séminaire Saint-Joseph à Trois-Rivières, avec l'appui du Comité national des jeunes (CNDJ), dont le rôle est de soutenir les jeunes qui souhaitent militer efficacement dans leur milieu. Lors de cet événement, plus de 250 participant·e·s étaient réunis dans une école pour une journée d'ateliers, de conférences et d'activités pour la défense des droits humains. Cet événement a permis à chaque participant·e de s'informer, de rencontrer des intervenant·e·s et de participer à des activités militantes.

FORMATION DES JEUNES

© Jana Abdul

L'édition 2023 de la formation des jeunes s'est déroulée au centre de plein air L'Estacade à Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix du 23 au 26 février 2023. Coorganisée et coanimée par le Comité national des jeunes (CNDJ) d'Amnistie internationale, l'objectif de la formation était de permettre aux participant·e·s de développer leurs compétences, leur militantisme et leur engagement social et civil. Lors de cette formation, les élèves ont participé à des ateliers, à des jeux de rôle et à des conférences sur le militantisme et les droits humains. 18 jeunes provenant de huit écoles différentes étaient présent·e·s.

© Éric Carrière

Kathie Price, responsable des campagnes pour l'Amérique latine, Amnistie internationale Canada, section anglophone et Marina Navarro, directrice Générale d'AI Pérou.

VISITE DE MARINA NAVARRO DIRECTRICE GÉNÉRALE D'AMNISTIE INTERNATIONALE PÉROU

Début mai, nous avons eu la chance de recevoir Marina Navarro, directrice générale d'Amnistie internationale Pérou. Durant une semaine, Marina a rencontré des personnes issues de la société civile, des député·e·s du bloc québécois et du Nouveau parti démocratique (NPD), ainsi que des journalistes lors d'un déjeuner de presse.

Marina Navarro a également tenu une conférence publique lors de notre Assemblée générale annuelle pour sensibiliser les membres à la situation actuelle dans son pays, notamment en ce qui concerne le recours illégal à la force meurtrière par la police et l'armée péruviennes, et les violations des droits humains. Elle a notamment présenté les conclusions du rapport *Lethal racism: Extrajudicial executions and unlawful use of force by Peru's security forces*, paru en mai 2023. Kathy Price, responsable de campagnes de la section anglophone d'Amnistie internationale Canada était à ses côtés pour rappeler les enjeux liés à l'exportation d'armes du Canada vers le Pérou et la nécessité d'y mettre fin.

© Caroline Fabbro

Anatole, Didier Lucien, Naomi, Lynda Thalie, Émile Proulx-Cloutier, Chris Bergeron, Anthony Aka-Anghui

SOIRÉE BÉNÉFICE : VOUS AVEZ FAIT BRILLER LES DROITS HUMAINS !

Le mardi 10 octobre à la Cinquième salle de la Place des Arts, s'est déroulée la deuxième édition de notre Soirée bénéfice. Nous avons honoré les droits humains en compagnie des artistes Lynda Thalie, Chris Bergeron, Naomi, Émile Proulx-Cloutier, Anatole et Anthony Aka-Anghui. La soirée, animée par le comédien Didier Lucien, a permis de célébrer nos victoires et de mettre en lumière les défis qui nous attendent avec nos donateurs et donatrices ainsi que nos sympathisant·e·s. Nous avons collecté un total de 22 500 $, qui ont été dirigés vers le travail de recherche et d'éducation aux droits humains que nous menons, car Amnistie internationale est indépendante de tout, sauf de vous !

Cet événement n'aurait pu se réaliser sans l'apport du comité de financement créé pour l'occasion. Ce dernier était présidé par **Jean-Louis Roy**, épaulé par **Frédéric Bérard**, ambassadeur, ainsi que **Marie-France Cloutier** et **Benoît Tiffou**, respectivement trésorière et administrateur au conseil d'administration d'AICF.

LIVRES COMME L'AIR

Chaque année, dans le cadre de la campagne Livres comme l'air, des auteurs et autrices d'ici dédicacent un de leurs livres à leurs consœurs et confrères emprisonné·e·s ou menacé·e·s, en signe de solidarité. En 2023, notre campagne s'est déroulée au Salon du livre de Trois-Rivières du 23 au 26 mars.

Les auteurs et autrices **Stanley Péan**, **Alexandre Dostie**, **James Hyndman**, **Catherine Éthier** et **Stéphanie Harvey** ont été respectivement jumelés à l'autrice vietnamienne **Pham Doan Trang**, au journaliste et militant marocain **Omar Radi**, à la défenseure des droits humains et écrivaine iranienne **Golrokh Ebrahimi Iraee**, au Chinois **Huang Qi**, fondateur et directeur d'un site Internet de défense des droits humains, et à la journaliste citoyenne chinoise **Zhang Zhan**. Lors de l'événement, nous avons récolté **555 signatures** de pétitions pour ces autrices et auteurs.

VOTRE IMPACT EN 2023

♀ DROITS DES FEMMES

NOS COMBATS

→ **GUINÉE :** Amnistie internationale fait campagne pour que la Guinée protège davantage les victimes de violences sexuelles et leur garantisse un accès à la justice. Les **1 505 signatures** récoltées sur notre pétition nous permettent de réclamer des mesures pour améliorer le processus judiciaire, la prise en charge médicale et la prévention.

© Caroline Hayeur

Nimâ Machouf et Elahe Machouf

© Kiana Hayeri / Amnistie internationale

→ **ARABIE SAOUDITE :** En novembre 2022, les autorités saoudiennes ont arrêté **Manahel al-Otaibi**, entraîneuse physique de 29 ans, pour avoir publié des tweets en faveur des droits des femmes et pour avoir diffusé sur Snapchat des photos d'elle sans abaya. Depuis novembre 2023, elle est soumise à une disparition forcée. Amnistie internationale a lancé une **action urgente** pour que les autorités libèrent Manahel al-Otaibi et abandonnent les charges retenues contre elle.

→ **IRAN :** La journaliste iranienne **Narges Mohammadi** a obtenu le prix Nobel de la paix le 6 octobre 2023, bien qu'elle soit toujours incarcérée. Amnistie internationale suit de près le parcours de Narges, qui milite pour attirer l'attention sur la situation désastreuse des droits humains en Iran. Entre février et septembre 2023, notre section s'est mobilisée aux côtés du collectif **Femme, Vie, Liberté Montréal** à l'occasion de quatre manifestations et le collectif a tenu une table d'information sur Narges Mohammadi lors de notre Marathon d'écriture. Notre section lui a aussi remis le prix Benenson-Humphrey lors de notre Assemblée générale annuelle. Le 14 septembre au Cinéma du Parc, nous avons également organisé une projection du documentaire *White Torture* réalisé par Narges Mohammadi sur la base d'entretiens avec 16 anciens détenu·e·s. Enfin, nous avons lancé une pétition pour demander au Canada de soutenir la mise en place d'un mécanisme indépendant des Nations unies pour enquêter sur les crimes les plus graves au regard du droit international commis en Iran et faire en sorte que les responsables répondent de leurs actes. Cette pétition a recueilli **2 144 signatures**.

DROITS DES RÉFUGIÉ·E·S ET PERSONNES DEMANDEUSES D'ASILE

NOS VICTOIRES

© Cheida Elmi

→ **QUÉBEC** : En tant que membre du **Comité accès garderie**, Amnistie internationale est fière de la lutte menée pour le droit à l'accès aux services de garde subventionnés des familles en demande d'asile. En 2023, nous avons envoyé une cyberaction visant à récolter des signatures pour une pétition destinée à l'Assemblée nationale. Nous avons également tenu une conférence de presse lors de l'audience à la Cour d'appel en novembre, et nous avons rencontré la ministre de la Famille, Suzanne Roy, et les député·e·s de l'opposition.

Depuis, la Cour d'appel du Québec a rendu un jugement favorable quant à l'accès des familles demandeuses d'asile aux services de garde éducatifs subventionnés, une grande victoire pour les droits des personnes en demande d'asile.

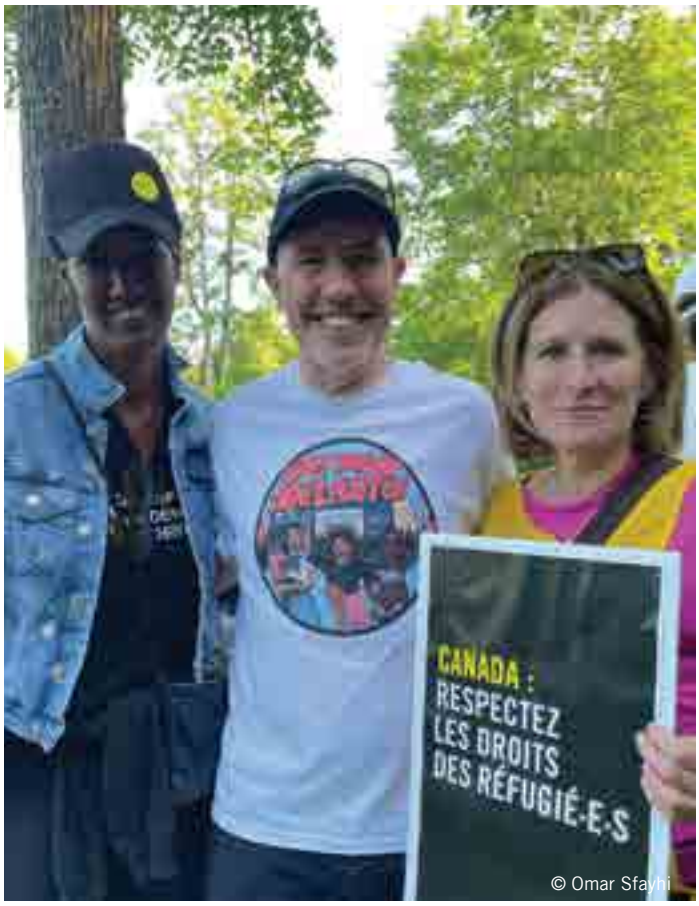
→ **CANADA :** Avec la campagne **#BienvenueAuCanada**, lancée par les deux sections d'Amnistie internationale Canada et Human Rights Watch, nous avons appelé les gouvernements des provinces canadiennes à résilier les contrats permettant la détention de personnes migrantes dans des prisons provinciales. En 2023, Amnistie internationale a cosigné une lettre ouverte contre les transferts interprovinciaux comme substitution pour la détention dans des prisons provinciales, aux côtés d'une quarantaine d'organisations. Nous avons également lancé une pétition qui a récolté **4 509 signatures**. À la fin de l'année 2023, huit provinces, dont le Québec, avaient pris la décision de mettre fin à leurs contrats de détention de personnes migrantes avec l'Agence des Services frontaliers du Canada (ASFC). Depuis mars 2024, les 10 provinces canadiennes se sont désormais engagées à mettre fin à leur contrat de détention migratoire avec l'ASFC.

DROITS DES RÉFUGIÉ·E·S ET PERSONNES DEMANDEUSES D'ASILE

NOS COMBATS

© Omar Sfayhi

→ **QUÉBEC :** En 2023, nous avons continué à mettre en lumière l'importance, souvent ignorée, des personnes migrantes, sans statut, ou à statut précaire au sein de l'économie et de la société québécoise avec notre campagne **ESSENTIEL·LE·S**. Nous avons récolté **7 365 signatures** pour demander la protection des droits des personnes migrantes. Nous avons également soumis un mémoire au Comité parlementaire fédéral, sur les permis de travail fermés pour travailleuses et travailleurs étrangers temporaires. Nous avons comparu devant la Commission des relations avec les citoyens de l'Assemblée nationale dans le cadre des consultations sur l'immigration. Enfin, nous avons rencontré la ministre de l'Immigration, de la Francophonie et de l'Intégration du Québec, Christine Fréchette, ainsi que le ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté du Canada, Marc Miller. Malheureusement, le programme de permis de travail fermés est toujours en vigueur, mais nous continuons notre plaidoyer et notre mobilisation.



© Omar Sfayhi

→ **CANADA :** Le samedi 25 mars 2023, le gouvernement du Canada a annoncé l'élargissement de l'Entente sur les tiers pays sûrs (ETPS) à l'ensemble de la frontière canado-américaine. Conséquence directe : le chemin Roxham, par lequel des milliers de personnes passaient pour chercher la protection au Canada, a été officiellement fermé. En réaction, nous avons envoyé une cyberaction, et **4 509 messages** ont été envoyés au premier ministre du Canada, au ministre de la Sécurité publique et au ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté. Nous avons également participé à l'organisation en coalition d'un rassemblement contre l'élargissement de l'ETPS le 4 avril, et d'une marche à la frontière pour la Journée mondiale des réfugiés du 17 au 19 juin à laquelle ont participé **France-Isabelle Langlois**, directrice générale d'AICF, **Ketty Nyviabandi**, secrétaire générale d'Amnistie internationale Canada anglophone et **Paul O'Brien**, directeur général d'Amnesty International États-Unis. Plus d'une centaine de personnes ont marché 73km pour leur montrer solidarité avec les personnes migrantes et réfugiées.

JUSTICE CLIMATIQUE

NOS VICTOIRES

→ **MONDE :** Cette année, AICF a participé à la COP28, qui s'est tenue à Dubaï du 30 novembre au 12 décembre. Nous avons notamment rencontré l'équipe canadienne des négociateurs avec qui nous avons partagé nos préoccupations concernant les enjeux climatiques.

Nous les avons aussi alertés sur les violations des droits humains dans les Émirats arabes unis, avec une pétition pour libérer les personnes détenues injustement qui a récolté 3 319 signatures.

→ **MONDE :** En 2023, le prestigieux **Prix des droits humains des Nations unies** a été attribué à une coalition mondiale d'organisations de la société civile et de peuples autochtones dont fait partie Amnistie internationale, pour son travail de campagne qui a abouti à la reconnaissance par les Nations unies du droit de toute personne à un **environnement propre, sain et durable**. Amnistie internationale continuera de se mobiliser au sein de la coalition pour que le droit à un environnement propre, sain et durable devienne une réalité pour tous et toutes, qu'il soit inscrit dans la législation canadienne et qu'il soit appliqué et respecté.

Mary Kapron, chercheure pour le Canada et les États-Unis, Amnistie internationale (AI), Alli McCracken, responsable des campagnes Canada/USA, AI, Melak Mengistab Gebresilassie, responsable des campagnes sur la justice climatique et la responsabilisation des entreprises, AI Canada, section anglophone, Colette Lelièvre, responsable des campagnes, AI Canada francophone, Zola de sas Kropiwniki-Gruber, directrice de la recherche, plaidoyer et politiques, AI Canada, section anglophone.

NOS COMBATS

→ **QUÉBEC :** Le 22 avril, nous avons participé à la grande manifestation du Jour de la Terre à Montréal, organisée par plusieurs groupes et organisations environnementales, étudiantes, syndicales et communautaires. Quelques milliers de personnes se sont jointes à nous pour marcher en faveur de la justice climatique et sociale. Des manifestations se sont également déroulées à **Québec**, à **Trois-Rivières**, à **Sherbrooke**, à **Chicoutimi**, à **Joliette**, à **Rouyn-Noranda** et à **Baie-Comeau**, démontrant un engagement soutenu au Canada pour la justice climatique, auxquelles ont participé les groupes locaux d'AICF. Le 29 septembre, nous avons manifesté contre l'inaction climatique aux côtés d'un millier de personnes.

→ **CANADA :** En 2023, nous avons continué à nous mobiliser pour faire respecter les droits des **peuples autochtones en territoire Wet'suwet'en**. Pour rappel, la Gendarmerie royale du Canada a recours à des pratiques de harcèlement, de surveillance et d'intimidation envers les défenseur·e·s pacifiques de la terre qui cherchent à protéger leur territoire des impacts de la construction du gazoduc de Coastal Gaslink, selon le tracé choisi, auquel les chefs héréditaires n'ont jamais consenti. En autorisant le début du projet et en permettant la poursuite de celui-ci, les autorités canadiennes n'ont pas respecté leur droit au consentement préalable, libre et éclairé. Notre pétition en soutien aux défenseur·e·s Wet'suwet'en a recueilli **1 892 signatures.** Le chef héréditaire Wet'suwet'en Na'moks était d'ailleurs présent aux côtés d'Amnistie internationale Canada au Conseil des droits de l'homme des Nations unies à Genève dans le cadre de l'Examen périodique universel (EPU) du Canada en novembre 2023. Les deux sections d'Amnistie internationale Canada ainsi que le bureau régional des Amériques d'Amnistie ont également mené une mission conjointe de recherche en juin 2023 sur la criminalisation des défenseur·e·s Wet'suwet'en, qui a donné lieu en décembre à la publication d'un rapport intitulé ***Chassé·e·s de nos terres pour les avoir défendues : Criminalisation, intimidation et harcèlement des défenseur·e·s des terres Wet'suwet'en***.

→ **AMÉRIQUES :** En novembre, Amnistie internationale a publié un rapport intitulé ***Sans leur combat, il n'y a pas d'avenir. Les défenseur·e·s des droits humains des Amériques face à la crise climatique***, qui donne à voir le travail, les victoires et les propositions des défenseur·e·s, actrices clés de la réponse aux graves défis posés par la crise climatique dans toute la région des Amériques. Ce rapport comprend des témoignages de personnes issues des communautés autochtones comme les Wet'suwet'en, dont Amnistie internationale Canada francophone appuie activement les actions visant à trouver des solutions justes et inclusives qui atténuent les changements climatiques et contribuent à la transition vers un avenir sans combustibles fossiles.

DISCRIMINATIONS

La discrimination est fondée sur l'intolérance et le refus de la différence. Ne pas subir de discrimination est un droit fondamental que nous nous efforçons de faire respecter. De nombreuses déclarations ou conventions internationales, à commencer par la Déclaration universelle des droits de l'homme, condamnent toutes les formes de discriminations. Néanmoins, un grand nombre d'individus se trouvent stigmatisés et exclus de la société d'aujourd'hui, **comme les personnes LGBTI, les personnes réfugiées et migrantes**, ou **les personnes appartenant à des minorités ethniques**.

NOS VICTOIRES

→ **IRAN :** Au mois de mai, la défenseure iranienne des droits humains ne se conformant pas aux normes en matière de genre **Zahra Sedighi-Hamadani**, connue sous le nom de Sareh, a été libérée. Elle était détenue arbitrairement depuis le 27 octobre 2021 en raison de son orientation sexuelle et de son identité de genre réelles ou supposées, de ses publications sur les réseaux sociaux et de ses déclarations en faveur des droits des personnes **LGBTI**. Amnistie internationale avait lancé une action urgente pour demander sa libération en 2022.

NOS COMBATS

© Amnistie internationale

→ **QUÉBEC :** Le samedi 27 mai à Montréal, à l'initiative d'un regroupement d'organismes antiracistes, s'est tenue une **manifestation contre le profilage racial**, soulignant le troisième anniversaire de la mort de George Floyd aux États-Unis et les vastes mobilisations qui ont suivi. Cette manifestation visait à dénoncer le profilage racial policier dont sont victimes les personnes noires, les Autochtones et les personnes racisées au Québec. La date du 27 mai concordait également avec l'anniversaire du décès de Régis Korchinski-Paquet, femme afro-autochtone et ukrainienne décédée à Toronto à la suite d'une intervention policière dans son appartement en 2020.

→ **CANADA :** AICF a accueilli dans ses locaux le **Rapporteur spécial des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, José Francisco Cali Tzay**, dans le cadre de sa visite au Canada en mars 2023. Nous avons facilité des rencontres avec un grand nombre de communautés et d'organisations autochtones à travers le pays. Lors de son passage au Québec le 2 mars 2023, il a échangé avec la communauté Atikamekw de Manawan, la Nation Innue de Pessamit, Femmes autochtones du Québec (FAQ), ainsi qu'avec plusieurs leaders de la société civile autochtone urbaine autour de questions telles que le racisme systémique, les femmes autochtones disparues et assassinées, et l'impact des changements climatiques sur les droits humains des peuples autochtones. À l'occasion de cette

© Amnistie internationale

De gauche à droite : France-Isabelle Langlois, directrice générale d'AICF ; José Francisco Cali Tzay, Rapporteur spécial des Nations unies sur les droits des peuples autochtones ; Colette Lelièvre, responsable des campagnes chez AICF.

visite, les deux sections d'Amnistie internationale Canada ont appelé le gouvernement à renverser la « lenteur exaspérante » du Canada en matière de droits autochtones.

→ **COLOMBIE :** Le 28 avril 2021 et durant les semaines ayant suivi, des milliers de personnes ont manifesté dans différentes villes de Colombie au cours d'une « grève nationale » afin de dénoncer, entre autres, les inégalités, le racisme et la violence. La mobilisation des groupes traditionnellement marginalisés tels que les Autochtones, les personnes noires ainsi que les agricultrices et agriculteurs des milieux ruraux, était très importante et ces personnes ont mené les manifestations avec courage et détermination, en quête d'un avenir meilleur. Au lieu de les écouter, le gouvernement colombien, par l'intermédiaire de ses forces de sécurité, a fait un usage disproportionné de la force qui a entrainé des séquelles physiques et psychologiques à vie pour certain·e·s manifestant·e·s. Dans le cadre de notre campagne **#Protégeonslesmanifs**, nous avons lancé une pétition et vous avez été **1 372** à dire non aux violences contre les manifestant·e·s en Colombie et oui à la réforme de la police nationale !

CONFLITS ET CRISES

NOS COMBATS

© Jana Abdul

→ ISRAËL / TPO : Le 7 octobre 2023, le Hamas et d'autres groupes armés ont procédé à des tirs de roquettes aveugles sur Israël et envoyé des combattants, qui ont commis des crimes de guerre tels que des massacres de civil·e·s et des prises d'otages. En réponse à cette attaque, Israël a mené et mène toujours des milliers de frappes aériennes et terrestres sur les territoires palestiniens occupés, en particulier à Gaza, entrainant des dizaines de milliers de morts. Face à la crise humanitaire qui sévit depuis, AICF s'est mobilisée sans relâche en faveur d'un cessez-le-feu immédiat et durable de toutes les parties, de la libération de tous les otages, de l'ouverture de nouveaux couloirs humanitaires ainsi que de l'arrêt des transferts d'armes du Canada vers Israël. Notre pétition a récolté **3 349 signatures**, et nous avons également envoyé une cyberaction destinée au premier ministre du Canada. Nous avons publié deux lettres ouvertes cosignées par les deux sections d'Amnistie internationale Canada.

Le 18 décembre, lors de la journée mondiale d'action pour un cessez-le-feu, nous avons coorganisé une veillée à la Maison du développement durable. Nous avons également levé **37 000 $ de dons** en réponse urgente à la crise.

CONFLITS ET CRISES

NOS COMBATS

→ **SALVADOR :** L'état d'exception en vigueur dans le pays depuis 2022 provoque une crise des droits humains sans précédent. Cette mesure, qui aurait été prise pour lutter contre les violences commises par des gangs, a eu pour effet la suspension de droits fondamentaux et a entraîné l'emprisonnement injustifié, en dehors de toute procédure régulière, de plus de 70 000 personnes. En réaction, nous avons lancé une pétition qui a récolté **2978 signatures**.

→ **UKRAINE** : En 2023, l'agression de l'Ukraine par la Russie a continué à avoir des conséquences dramatiques pour les populations civiles. Amnistie internationale recueille des informations sur les crimes de guerre et d'autres violations du droit international humanitaire depuis le début de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie. Par ailleurs, en 2023, notre section a levé plus de **12000$ de fonds** en réponse à la situation humanitaire en Ukraine.

Le 10 décembre, pour la Journée internationale des droits humains, la tour du Stade olympique était illuminée aux couleurs d'Amnistie internationale en solidarité avec les populations civiles de Gaza.

© Amnistie internationale

Une partie de l'équipe d'Amnistie internationale Canada francophone

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DROITS CIVILS

NOS VICTOIRES

Cecillia Chimbiri et Joanah Mamombe découvrant les lettres qui leur ont été envoyées dans le cadre de la campagne *Écrire, ça libère !* 2022

PROTÉGEONS LES MANIFS

Cette année encore, le droit de manifester est en danger à travers le monde et constitue un combat perpétuel, car certains gouvernements cherchent à le restreindre, voire l'interdire. Amnistie internationale se bat pour que les individus aient le droit de manifester pacifiquement, et pour que les États protègent ce droit.

→ **ZIMBABWE :** En juillet 2023, **Joanah Mamombe** et **Cecillia Chimbiri** ont finalement été acquittées. Elles avaient été arrêtées en 2020 après avoir mené un mouvement de protestation contre le gouvernement. À la suite de leur arrestation, elles ont été frappées et sexuellement agressées par les autorités. Dans le cadre de la campagne d'Amnistie internationale ***Écrire, ça libère 2022***, nos sympathisant·e·s ont agi en faveur de ces deux femmes. Notre pétition avait recueilli **6 164 signatures**. Merci à tous et toutes pour cette victoire !

Yasaman Aryani (à droite) avec sa mère, Monireh Arabshahi

→ **IRAN :** Amnistie internationale se félicite de la libération de **Yasaman Aryani** et **Monireh Arabshahi**, emprisonnées arbitrairement depuis 2019 pour avoir protesté contre les lois discriminatoires du pays rendant le port du voile obligatoire. Toutefois, nous avons lancé une pétition exhortant le gouvernement du Canada et la communauté internationale à demander à l'Iran d'instaurer immédiatement un moratoire sur toutes les exécutions, et nous avons récolté **2 436 signatures**. En effet, nous restons préoccupé·e·s par le nombre d'exécutions en Iran, qui s'élève à 853 pour l'année 2023, une augmentation de 172 % par rapport à 2021. Dans le cadre de notre campagne **#Protégeonslesmanifs**, nous avons lancé une autre pétition qui a récolté **7 674 signatures**, ainsi que plusieurs actions urgentes. Nous avons participé à quatre manifestations en soutien au peuple iranien et nous avons également signé une lettre de plaidoyer. Nous continuons à nous mobiliser contre les pratiques de détention arbitraire, de recours illégal à la force meurtrière de la part des autorités lors des manifestations, et contre les exécutions.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DROITS CIVILS

NOS COMBATS

→ **THAÏLANDE :** Depuis 2020, au moins 1 500 manifestations ont eu lieu dans le pays demandant une réforme des systèmes démocratique et politique ainsi que le respect des droits des personnes LGBTI et environnementaux. L'une des principales forces motrices de ce mouvement de protestation était constitué d'élèves du secondaire. Tout au long des manifestations, les autorités thaïlandaises ont intensifié la répression systématique et souvent violente du droit de manifester tout en faisant un usage excessif de la force. Dans le cadre de notre campagne **#Protégeonslesmanifs**, nous avons lancé une pétition et vous avez été **2 697** à demander aux autorités thaïlandaises de protéger les droits des enfants à la réunion et à l'expression pacifique, d'abandonner de toute urgence les poursuites pénales et de mettre fin au harcèlement dont ils et elles font l'objet.

→ **SÉNÉGAL :** En 2023, Amnistie internationale a continué sa mobilisation pour rendre justice aux victimes de la répression violente des manifestations par les forces de sécurité en 2021. 590 personnes avaient été blessées et 14 autres ont été tuées dont **Cheikh Wade**, touché par une balle lorsqu'il participait à une manifestation à Dakar. Dans le cadre de notre campagne **#Protégeonslesmanifs**, nous avons lancé une pétition pour dire non aux violences contre les manifestant·e·s au Sénégal et demander l'ouverture d'enquêtes sur la mort de Cheikh Wade et de 13 autres personnes, qui a recueilli **1 799 signatures**. Vous avez également été **50** à écrire des messages de solidarité à la famille de Cheikh Wade.

→ **PÉROU :** Depuis l'investiture de Dina Boluarte en 2022, la crise politique s'accentue au Pérou et donne lieu à de nombreuses manifestations. Les forces de sécurité ont recours à une force meurtrière contre les manifestant·e·s. Selon le rapport d'Amnistie internationale publié en mai 2023, intitulé ***Lethal racism: Extrajudicial executions and unlawful use of force by Peru's security forces***, la répression par les forces de police aurait fait au moins 49 mort·e·s et plus d'un millier de blessé·e·s entre décembre et février, une répression raciste qui cible de manière disproportionnée les peuples autochtones. Dans ce contexte, les deux sections d'Amnistie internationale Canada ont adressé une lettre à la ministre des Affaires étrangères du Canada, Mélanie Joly, pour soulever les implications des exportations d'armes au Pérou sur les questions de droits humains. En janvier 2023, nous avons lancé une pétition pour demander la fin du recours excessif de la force envers les manifestant·e·s, qui a récolté **2 742 signatures**. Nous en avons lancé une seconde en décembre pour demander l'accès à la justice pour les victimes de la répression, qui cumule à ce jour **1 389 signatures**. Nous avons rencontré l'ambassadeur du Pérou au Canada conjointement avec la section anglophone d'Amnistie internationale Canada.

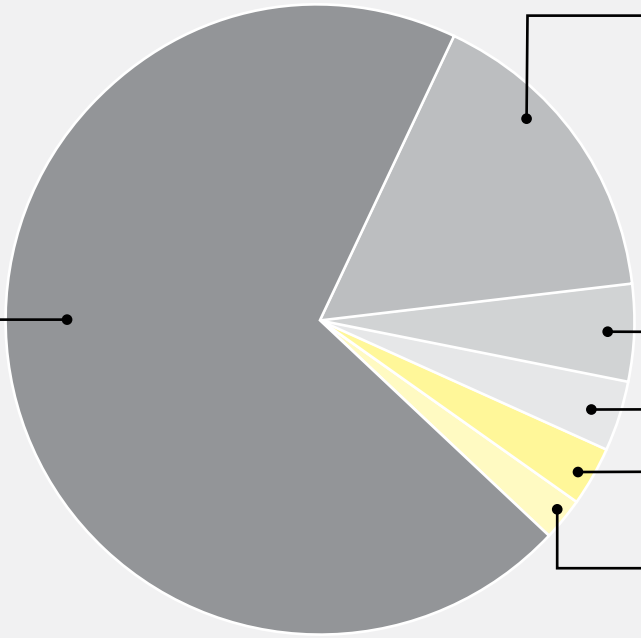
© Caroline Hayeur

TRANSPARENCE FINANCIÈRE 2023

REVENUS

Total

2 139 506 $



DONATEURS ET DONATRICES MENSUEL·LE·S
1 503 456 $
70,3 %

DONS D'INDIVIDUS
339 228 $
15,9 %

AUTRES SOURCES
109 565 $
5,1 %

INSITUTIONS
79 985 $
3,7 %

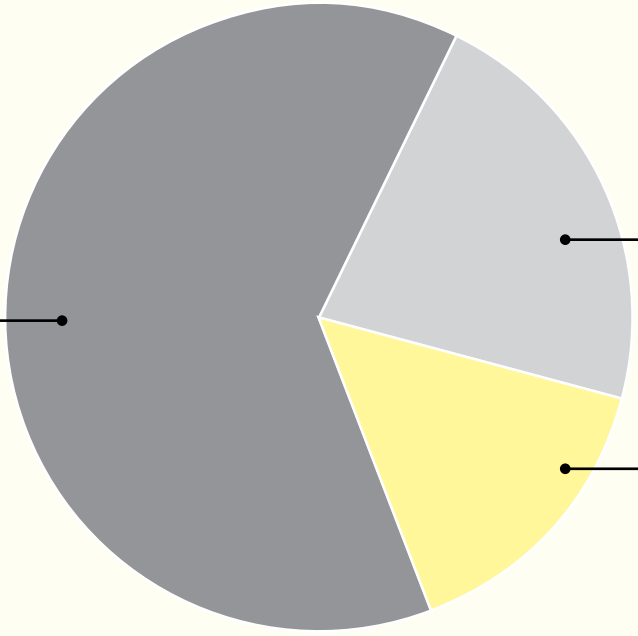
DONS EN NATURE
63 147 $
3,0 %

ÉVÉNEMENTS
44 125 $
2,1 %

DÉPENSES

Total

2 261 525 $



CAMPAGNES ET RECHERCHES
1 428 236 $
63,2 %

FINANCEMENT
490 693 $
21,7 %

ADMINISTRATION
342 596 $
15,1 %

INDÉPENDANTE GRÂCE À VOUS

MERCI DE NOUS HONORER PAR VOTRE APPUI.

Amnistie internationale Canada francophone aimerait reconnaître la contribution de ses donateurs et donatrices qui lui permettent de rester indépendante de toute idéologie politique, de tout intérêt économique et de toute religion.

Révolté·e·s par les atteintes aux droits de la personne subies ici et ailleurs, vous nous avez rejoint·e·s pour avoir un impact concret dans le monde. Grâce à vous, nous sommes aux côtés des victimes de violations des droits humains, quels que soient leur identité et l'endroit où elles se trouvent.

Aucun gouvernement n'est à l'abri des regards. Nous révélons la vérité. Nous amenons les auteurs d'atteintes aux droits humains à rendre des comptes.

Merci, encore et toujours, pour votre humanité.

AMNISTIE INTERNATIONALE CANADA FRANCOPHONE
Nos grands donateurs et donatrices en 2023 (1 000 $ et plus)

DONATEURS INSTITUTIONNELS

COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES

Congrégation des Sœurs des Saints Cœurs de Jésus et de Marie
Congrégation des Sœurs Maristes
Maison générale des Ursulines
Maison provinciale des Filles de la Charité de Sacré-Cœur de Jésus
Œuvres Caritatives des Filles de Jésus
Œuvres Marie-Anne-Lavallée
Sœurs de la Charité Saint-Louis
Sœurs de la Congrégation de Notre-Dame
Sœurs de Saint-François d'Assise
Sœurs de Saint-Joseph de Saint-Vallier
Sœurs de Saint-Paul de Chartres
Sœurs de Sainte-Croix
Sœurs Franciscaines Missionnaires de Marie
Sœurs missionnaires Notre-Dame des Anges
Sœurs Servantes du Saint-Cœur de Marie

SYNDICATS

Centrale des syndicats du Québec (CSQ)
Confédération des syndicats nationaux (CSN)
Conseil central de Montréal métropolitain (CCMM-CSN)
Fédération autonome de l'enseignement (FAE)
Fédération Interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ)
Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec
Fonds de résistance syndicale (CSQ)
Syndicat canadien de la fonction publique
Syndicat des enseignantes et enseignants du Cégep Saint-Félicien
Syndicat des professeures et professeurs du Collège de Maisonneuve (SPPCM)

LEGS

Fonds Philanthropique Rêve De Ma Mère
Saint-Gabriel, Legs Frères

FONDATIONS

Banque Nationale Trust
Centraide Québec et Chaudière-Appalaches
Collège de l'Assomption
Fondation communautaire juive
Fondation Denise et Robert Gibelleau
Fondation Familles Lauzon et Provencher
Fondation Linoit
Fondation médicale canadienne
Fondation Monique-Fitz-Back
Fondation Québec Philanthrope
Fondation TELUS
Fonds de bienfaisance Canada
Fonds Marie-François
Hopeful Tragedy Records
Œuvres Regis-Vernet
PayPal Giving Fund Canada
United Way Centraide de l'Est de l'Ontario
Université du Québec à Trois-Rivières

DONATEURS ET DONATRICES INDIVIDUEL·LE·S

Archambault Marie
Aubanel Kay
Audet Denise
Auffrédou Michèle-Lucienne
Auger Bellemare Marie
Babineau Jules
Beaudoin Guy
Beaulieu Alexandre
Belair Bertrand
Bélanger Francine
Belzile Robert
Bouchard Martin Famille Denault
Brassard Eric
Brassard Laurence
Carroué Daniel
Cloutier Marius
Courtemanche Gilles
Crisostomo Joao
Décarie Suzanne
Deschamps Justin
Drapeau Micheline
Dufort Michel
Dumas Armande
Fortier Sabrina
Galipeau Nicolas
Gary Russell
Giguère Pierre
Giraldeau Rogee
Gosselin Sophie
Gravel-Van Der Heide Francine
Groffier Ethel
Hains Monique
Heap Susan
Houde Jean-Luc
Jarry Michel
Laperrière Guy
Laprise Yolande
Lebel Jean-Christophe
Leblanc Madeleine
Lefebvre Marie-Claire
Lemieux Pierre
Léveillé Agnès
Maltais Félix
Nadon Claude
Paradis Carole
Paré Jacques
Perreault Josée
Perreault René
Pham Chu Anh
Provost Gilles
Robitaille Robert
Royer Christine
Séguin Olivier
Séguin Richard
Silvestre Julien
Thibault Simon
Thibeault Rachel
Tiffou Benoît
Truchon François
Turcotte Manon
Véronneau Louis
Villeneuve Bruno
Williams Wendy
Yvan

LÉGUEZ L'ESPOIR AUX GÉNÉRATIONS FUTURES

© Caroline Hayeur

VOUS VOULEZ TRANSMETTRE VOS VALEURS AUX GÉNÉRATIONS FUTURES ?

Ajoutez Amnistie internationale à votre testament et défendez le droit à la justice et à la liberté.

CONTACTEZ-NOUS OU CONSULTEZ *AMNISTIE.CA/LEGS* POUR OBTENIR PLUS D'INFORMATION SUR LES FAÇONS DE LÉGUER À AMNISTIE INTERNATIONALE.

GABRIELLE PAUZÉ
Directrice des opérations
+1 514 766-9766 poste 5231
gpauze@amnistie.ca

VISITEZ NOTRE BOUTIQUE ET AFFICHEZ VOTRE SOUTIEN

Les articles proposés dans notre boutique sont achetés et vendus directement par AICF et ses groupes locaux. Les bénéfices réalisés sont intégralement consacrés à notre mission : la défense des droits humains, partout dans le monde.

Nos produits sont fabriqués dans le respect du Code de conduite relatif aux droits humains (l'interdiction du travail forcé, la non-discrimination, etc.)

Amnistie internationale n'accepte aucune subvention gouvernementale, son financement repose essentiellement sur votre générosité.

Soutenez-nous !

S'INFORMER ET AGIR

amnistie.ca

NOUS CONTACTER

info@amnistie.ca

1-800-565-9766

NOUS SUIVRE

@AmnistieCA

@AmnistieCA

amnistie_canadafr

FAIRE UN DON

amnistie.ca/donnez
N° organisme de bienfaisance :
100193457RR001

Amnistie internationale Canada francophone
500-50, rue Ste-Catherine Ouest
Montréal (Québec) H2X 3V4
Canada

AMNISTIE INTERNATIONALE

© Unsplash / BBC Creative